



**CELLULE D'ANALYSE DES POLITIQUES  
PUBLIQUES ET D'ÉVALUATION DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE  
SECRETARIAT PERMANENT**

---

**SYNTHESE DU DOCUMENT DU PLAN DE REPONSE A LA PANDEMIE DE  
CORONAVIRUS COVID-19**

**La pandémie du coronavirus COVID-19 affecte progressivement l'économie mondiale du fait notamment de l'interdépendance des pays en matière des échanges des biens et services.** Cette crise touche tous les pays, quel que soit leur niveau de développement. Selon le rapport de l'Organisation pour la Coopération et le Développement Economique (OCDE), la croissance économique mondiale pour l'année 2020 est nettement revue à la baisse, à 2,4% contre 2,9% initialement prévue. Pour l'OMS, le coronavirus COVID-19 représente un risque élevé pour la Région africaine.

**A l'instar des autres pays affectés, la pandémie du coronavirus COVID-19 a des implications en termes de gestion sanitaire et en termes d'impact sur la situation économique.** La gestion sanitaire implique les efforts importants en matière de prévention, de communication et de prise en charge des personnes malades. Quant à la situation économique, l'impact se traduirait par les difficultés pour les entreprises des secteurs du fait des mesures de prévention, la baisse des ressources internes et des ressources extérieures, l'augmentation de la précarité et du chômage ect...

**Aussi, afin de mieux gérer la crise de la pandémie du coronavirus COVID-19, le Gouvernement a élaboré un plan global de réponse.** Ce plan comporte deux parties. Une première partie sur la gestion sanitaire et une deuxième sur l'atténuation de l'impact du coronavirus sur la situation économique.

**I. Gestion sanitaire**

**Pour faire face à la pandémie du coronavirus COVID-19 au Niger, un dispositif opérationnel de gestion a été mis en place.** Ce dispositif comprend une Commission Nationale de Coordination, 8 comités régionaux multisectoriels One Health et 72 Districts Sanitaires.

**Le plan de gestion sanitaire comporte plusieurs stratégies d'interventions :** (i) la coordination, (ii) la surveillance épidémiologique et biologique de la pandémie, (iii) Prévention et contrôle de l'infection, (iv) le renforcement de la communication sur le risque et l'engagement communautaire (v) le renforcement des capacités des services de santé en ressources humaines de qualité en quantité suffisante ainsi qu'en médicaments, matériel, équipements de protection au niveau des sites de prise en charge, et (vi) la mise en place des

sites d'isolement. Le gap de financement du plan de gestion sanitaire est estimé à 157,67 milliards de FCFA, réparti comme suit :

Tableau : Financement du plan de la gestion sanitaire

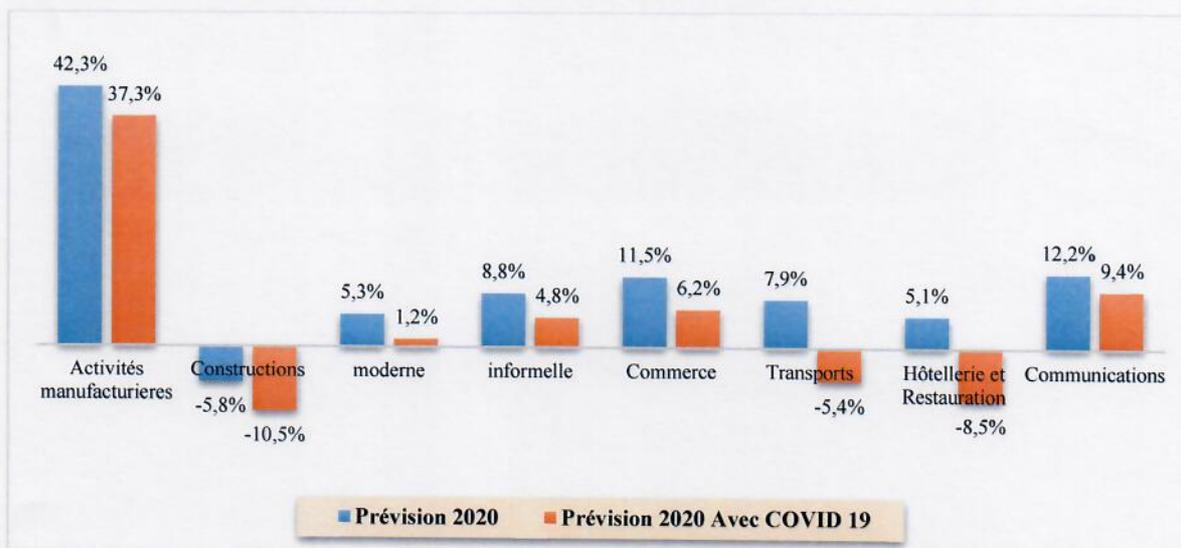
| Stratégie d'intervention  | Budget global          | Total mobilisé       | A rechercher           |
|---|------------------------|----------------------|------------------------|
| Coordination  | PM                     | PM                   | PM                     |
| Surveillance épidémiologique et biologique de la pandémie                       | 14 964 177 727         | 189 535 866          | 14 774 641 861         |
| Prevention et contrôle de l'infection   | 45 332 500 000         | 302 172 223          | 45 030 327 778         |
| Le renforcement de la communication sur le risque et l'engagement communautaire | 1 055 848 200          | 234 894 603          | 820 953 598            |
| Le renforcement des capacités des services de santé                             | 40 536 182 000         | 1 001 409 251        | 39 534 772 749         |
| Alimentation/Confinement/Sites d'isolement.                                     | 57 899 879 000         | 387 759 000          | 57 512 120 000         |
| <b>Total</b>  | <b>159 788 586 927</b> | <b>2 115 770 942</b> | <b>157 672 815 985</b> |

## II. Atténuation de l'impact du coronavirus COVID-19 sur la situation économique.

**La crise de la pandémie au Niger et dans les pays partenaires se traduirait par une baisse des importations et des exportations.** En effet, l'économie nigérienne pourrait être impactée à travers les importations de produits de consommation courante, à savoir le riz, les pâtes alimentaires, les huiles végétales, les produits pharmaceutiques, le sucre, importés en grande partie d'Asie et d'Europe. Un autre canal au niveau du commerce est celui des commandes des biens d'équipement et intermédiaires, entrant dans le processus de production, en particulier dans les domaines miniers, pétroliers et d'infrastructures économiques publiques et privées. Quant aux exportations, une récession économique dans les pays partenaires pourrait réduire la demande de matières premières et autres produits (uranium, hydrocarbures, produits agropastoraux). Au total, le solde global de la balance des paiements projeté à +44,9 milliards pour l'année 2020 se stabiliserait à -28 milliards, soit une dégradation de 72,9 milliards.

**Les secteurs secondaire et tertiaire seront les plus affectés par la pandémie du coronavirus COVID-19.** Concernant le secteur secondaire, il afficherait une baisse de 2,4% par rapport aux prévisions annuelles. En effet, la baisse des importations des biens intermédiaires pourrait menacer l'approvisionnement en réactifs et intrants des industries vitales comme la Société de Raffinage de Zinder (SORAZ) et la Société Nigérienne d'Electricité (NIGELEC), ainsi que des sociétés minières et les autres unités de transformation. L'épuisement des approvisionnements entraînerait un arrêt des industries, notamment la SORAZ et la NIGELEC. S'agissant du secteur tertiaire, il baisserait de 3,8% par rapport aux prévisions annuelles. Ainsi, la perturbation du fret terrestre et aérien et l'annulation de plusieurs grands événements devant se tenir en 2020 au Niger, notamment le cinquantenaire de l'Organisation Internationale de la Francophonie et la réunion ministérielle de l'Organisation de la Conférence Islamique, impacteraient négativement les chiffres d'affaires des branches hôtellerie, tourisme, loisir et transports. Cette situation se traduirait également au niveau de l'Etat par une baisse des recettes fiscales.

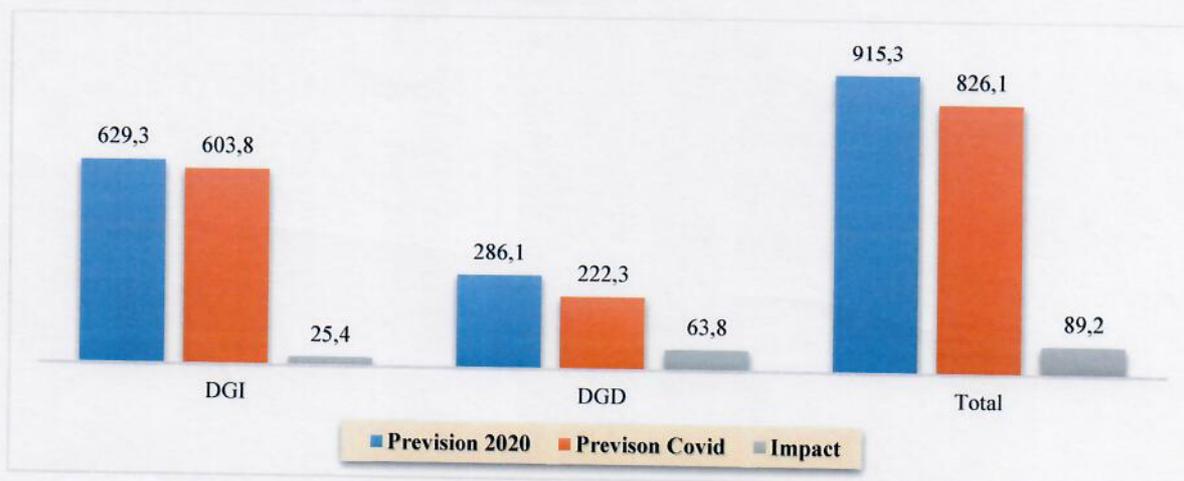
Graphique 1 : Simulation sur l'accroissement des branches d'activité



Source : M. finances

**Globalement, les recettes seront affectées par la baisse des droits de douane, liée à celle du commerce international, puis par celle des impôts et taxes intérieurs au fur et à mesure que l'impact de la crise se propage dans le pays.** Ainsi, les pertes de recettes sont évaluées à 89,2 milliards, dont 63,8 milliards au titre de la Direction Générale des Douanes et 25,4 milliards au titre de la Direction Générale des Impôts, soit 1,1% du PIB 2020. En conséquence, en l'absence de tout appui budgétaire ou gel des dépenses, le déficit budgétaire pour l'année 2020 se dégraderait d'un niveau de 2,6% du PIB, projeté initialement, à 3,7% du PIB. Par ailleurs, la pandémie du coronavirus COVID-19 pourrait également entraîner une baisse des ressources extérieures. En effet, les appuis budgétaires et les dons projets en provenance des partenaires techniques et financiers touchés par la pandémie peuvent être suspendu.

Graphique 2 : simulation des ressources internes



Source : Ministère des finances

**L'effet conjugué de la baisse des agrégats macroéconomiques dans un contexte de forte inflation entrainerait le recul de l'activité économique, ainsi que la création de la richesse nationale et des emplois.** En effet, le taux de croissance pour l'année 2020 passerait de 6,9% à 4,1%, soit une décélération de 2,8 points de pourcentage. S'agissant de l'inflation, ses effets seront principalement ressentis sur les fonctions « produits alimentaires et transports ». Le taux d'inflation en moyenne annuelle pour l'année 2020 s'établirait dans une fourchette allant de 4,4% à 7,9%. Au niveau de l'emploi, les pertes qui résulteraient de la crise sont évaluées à 18.806 emplois, sur un effectif potentiel de 799.956 emplois salariés prévus pour l'année 2020. Par ailleurs, en lien avec la baisse de l'activité économique, les crédits à l'économie et de la masse monétaire se ralentiraient respectivement de 3,3 et 4,4 points de pourcentage. Les mesures concernant la situation économique comprennent des actions immédiates, des actions de court terme et des actions de long terme.

✚ **Les actions immédiates**

- Mettre en œuvre un plan d'urgence pour accroître les cultures irriguées, afin de contenir le gap des importations de biens de consommation courante ;
- Garantir la distribution des revenus aux ménages salariés ;
- Renforcer les mesures d'accès aux crédits. La BCEAO a déjà décidé notamment d'augmenter d'élargi l'accès à son refinancement nouvelles entreprises.

✚ **Les actions à court terme**

- Mettre en place des mesures d'assouplissement du paiement des impôts, notamment par des différés ou sous forme d'échéances souples, afin de contribuer au maintien des activités ;
- Diversifier l'offre locale de produits alimentaires, des biens manufacturés et ceux destinés à l'exportation, par le développement des chaînes de valeur des secteurs bétail, oignon, lait, sucre, sésame et riz ;
- Renforcer les politiques visant l'accroissement de l'offre locale de services de transport, d'ingénierie, de santé, d'éducation et de bâtiments et travaux publics.

✚ **Les actions à moyen et long terme**

- Renforcer les mesures d'accompagnement en faveur du tissu industriel local, notamment par la promotion des PME/PMI visant le renforcement de la production nationale de biens essentiels ;
- Renforcer la production nationale des biens essentiels à travers l'accompagnement de tissu industriel.

**III. Besoins de financement du Plan global (en milliards de FCFA)**

| Rubrique                                  | Coût         |
|---|--------------|
| Gestion sanitaire                         | 157,8        |
| Atténuation des impacts socio-économiques | 437,4        |
| <b>Total</b>                              | <b>597,2</b> |